

PIERRE BLANC

Terres, pouvoirs et conflits : une agro-histoire du monde

Paris, Presses de Sciences Po, 2018,

379 pages.

par Philippe Lavigne Delville

C'est un fascinant tour du monde que propose ici Pierre Blanc. Professeur de géopolitique et spécialiste des questions agricoles, l'auteur élargit les questionnements de son livre précédent¹ et dresse un panorama mondial, ou presque, des rapports entre dynamiques foncières et conflits politiques. Plus précisément, il s'interroge sur les liens entre les inégalités foncières, et les violences politiques qui les ont construites ou visent à les maintenir, et les mouvements de révolte paysanne contre ces inégalités, ainsi que sur la façon dont les gouvernements ont tenté de désamorcer la violence à base foncière à travers des programmes de réforme agraire ou au contraire de la contenir par la force lorsque les oligarchies foncières étaient au pouvoir. Même s'il le fait un peu tard (dans la conclusion), l'auteur précise qu'il a « pris avant tout comme point de départ la terre cultivée marquée du sceau du dualisme foncier » (p. 374), c'est-à-dire les situations dans lesquelles coexistent de grandes exploitations et une petite agriculture familiale, situations qui résultent fréquemment de l'histoire coloniale. Délibérément empirique, construite selon « une approche géo-historique qui privilégie l'analyse par régions géographiques et, à l'intérieur de chacune, par sous-régions puis par pays » (p. 13), sa démonstration est organisée en cinq parties d'environ une soixantaine de pages chacune (80 pages pour l'Afrique), correspondant à autant de configurations quasi continentales (une partie est consacrée au Moyen Orient, mais l'Océanie est absente). Chaque partie commence par une mise en perspective historique visant à montrer « comment l'histoire a créé des inégalités d'accès à la terre » (p. 14), et se poursuit par une série de chapitres, par pays ou groupe de pays, permettant de « regarder comment cette inégalité foncière a pu participer à la création de certains traits de l'histoire du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui » (p. 14) à travers volonté de puissance, violence politique, réformes agraires et production identitaire.

1. Pierre Blanc, *Proche-Orient : le pouvoir, la terre et l'eau*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

Pas de théorie générale, l'auteur entend « regarder », en étant attentif à l'histoire, aux singularités. Pas de volonté non plus de faire de la terre (plus précisément des inégalités foncières) le principal moteur de l'histoire. Si son projet est bien de mettre au jour les liens réciproques entre inégalités foncières et histoire politique, il ne voit pas là de détermination mécanique : « Il s'agit de *voir* comment les terres cultivables constituent *un facteur d'explication parmi d'autres* de l'instabilité politique et des logiques de puissance qui traversent la planète » (p. 7, nous soulignons).

Pour l'auteur, l'Europe a globalement réglé la question foncière dans la seconde moitié du XX^e siècle, du fait de la marginalisation démographique du monde rural, après un XIX^e siècle et un début du XX^e mouvementés, et malgré de fortes différences entre Europe du Sud (davantage marquée par les inégalités), de l'Ouest et Centrale (du fait de l'expérience socialiste). L'Amérique du Nord, elle, a construit – sur les ruines des sociétés indiennes – un modèle de colonisation agricole plutôt égalitaire, mis en cause au XX^e siècle par des politiques économiques qui ont induit de fortes concentrations au moment où la transition industrielle et urbaine achevait de s'accomplir ou presque. À l'inverse, l'Amérique latine, l'Asie, le Maghreb, le Moyen-Orient, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe font face à de graves inégalités suscitées par une forte pression sur la terre. Ce tour du monde rappelle à quel point la question des réformes agraires a été structurante en Europe comme dans toutes ces régions du monde jusque dans les années 1990, date à laquelle elle a complètement disparu du débat sur les politiques foncières. Auparavant, ces réformes étaient la réponse apportée dans les moments de fortes tensions liées aux inégalités foncières. Elles ont été à l'agenda des gouvernements dans toutes les régions du monde, y compris dans des pays comme l'Irak et l'Afghanistan, qui ne sont pas les cas les plus connus de réforme foncière. Elles ont parfois permis un contrôle politique accru sur les paysanneries : « L'histoire de la terre a ainsi souvent évolué entre le Charybde de la prédation et de l'injustice et le Scylla d'un encadrement étouffant » (p. 370). Pourtant, malgré les stratégies de blocage et de contournement des oligarchies foncières, et les instrumentalisation politiques dont elles ont été l'objet de la part de gouvernements, elles ont eu de réels effets en termes de redistribution des terres.

Ce panorama mondial offre une vision très riche et bien documentée, où la diversité des trajectoires n'est pas écrasée par une grille d'analyse verrouillée. Une telle somme n'existait pas à ma connaissance. Le lecteur sort convaincu, s'il ne l'était déjà, du rôle important sinon central des inégalités foncières dans les conflits politiques, qui est la thèse centrale du livre. Certains déséquilibres pourraient être discutés : 6 pages sur l'Inde, 12 sur la Chine, 3 pour le Népal ; certaines impasses aussi : rien sur la Tanzanie et le socialisme africain de Nyerere qui a induit des regroupements forcés de population ; ainsi que certaines priorités d'analyse : les 3 pages sur le Guatemala traitant de « la fin d'une république bananière » font seulement allusion à la guerre civile qui a ravagé le pays pendant trente-cinq ans, à

ses 100 000 morts et à son million de déplacés. Ce sont des défauts probablement inévitables dans ce type d'ouvrage.

Notons toutefois trois regrets. Tout d'abord, le fait que l'auteur précise en conclusion seulement que, contrairement à ce que laisse entendre le titre, l'ouvrage ne traite pas de l'ensemble des conflits à base foncière, mais essentiellement de ceux qui sont liés à de fortes inégalités dans la répartition des terres agricoles. Le dire dès l'introduction aurait utilement permis de justifier ce qui apparaît sinon comme une impasse importante : l'Océanie est absente du tour du monde (l'Australie, la Nouvelle-Calédonie sont pourtant de beaux exemples de dualisme foncier), tandis que l'Afrique occidentale et centrale est traitée d'un bloc en seulement 7 pages, sous l'argument – discutable ! – que, là, la terre ne ferait pas autant l'histoire (p. 358) qu'ailleurs dans le monde. La question des régulations foncières de type néocoutumier (qui ne se pose pas qu'en Afrique et en Océanie : de nombreuses régions d'Asie et d'Amérique latine en relèvent) et de leurs enjeux politiques, économiques et identitaires nous paraît sous-estimée, d'autant que ces enjeux se croisent souvent avec les formes d'inégalités qui intéressent l'auteur (voir la question indienne dans la guerre civile au Guatemala par exemple, ou l'importance des plantations industrielles au Liberia). Les conflits politiques en Côte d'Ivoire ou au Liberia ont ainsi des « racines agraires »² qu'il est dommage d'avoir négligées. Il aurait donc été intéressant de mieux articuler la question des dualismes fonciers et celle des régulations coutumières dans cette analyse des liens entre inégalités foncières et conflits politiques. L'affirmation selon laquelle « les seules aires de résistance à cette fabrique inégalitaire [liée à la pénétration du capitalisme et du marché foncier] sont celles où le droit coutumier a pu encore prévaloir » (p. 366) en aurait été largement nuancée.

Ensuite, tout à son souci de description, l'auteur n'explicité pas la grille de lecture qu'il applique en pratique aux nombreux cas qu'il étudie. Cette grille d'analyse apparaît pourtant assez clairement : histoire économique et politique sur la longue durée (depuis le XV^e siècle et les enclosures pour l'Europe, depuis le début des colonisations pour d'autres pays), densités démographiques en milieu rural, ampleur des inégalités de répartition des droits sur la terre, force et nature des mouvements sociaux paysans, place de l'agriculture dans l'économie politique du pays, liens entre élites politiques et oligarchies foncières, intérêts et influences externes. L'explicité en début d'ouvrage aurait guidé le lecteur et permis, en conclusion, d'engager un dialogue avec les travaux à visée théorique portant sur ces liens entre inégalités foncières, violence politique et trajectoire des États, augmentant ainsi la valeur ajoutée du livre.

2. Paul Richards, « La terre ou le fusil ? Les racines agraires des conflits de la région du fleuve Mano », *Afrique contemporaine*, 214 (2), 2005, p. 37-57.

Enfin, l'auteur revient en conclusion sur les doubles causes des inégalités foncières (endogènes et coloniales), les formes de mobilisation paysanne, les stratégies des élites pour les désamorcer (y compris parfois par la réforme agraire). Il souligne qu'« en plus d'être un facteur de stabilité, la distribution égalitaire [de la terre] semble être un vecteur de prospérité économique » (p. 371). Sans abandonner son souci empirique et sa prudence interprétative, il aurait pu revenir sur la dynamique des acquisitions foncières à grande échelle des années 2000 (qu'il traite en ouverture de l'ouvrage avec l'affaire Daewoo à Madagascar, p. 8) et questionner la phase contemporaine des politiques foncières. En montrant que « le déséquilibre foncier agit comme un vecteur important de rupture au niveau macropolitique » (p. 367) et que « cette inégalité foncière peut participer à l'histoire «par le haut» d'un pays, avec son cortège de violences, de révolutions et/ou de dérives autoritaires » (p. 367) surtout quand la société est encore largement rurale, P. Blanc amène en effet à s'interroger sérieusement sur les risques politiques qu'induisent aujourd'hui les rapides processus de concentration foncière, les « contre-réformes agraires » que constituent les politiques contemporaines de privatisation des terres et de promotion de l'investissement externe.

Ces trois regrets n'enlèvent rien à la qualité de cet ouvrage et au réel tour de force que représente ce très riche panorama mondial, extrêmement documenté et bien construit, qui apportera connaissances et matière à réflexion tant aux agronomes qu'aux politistes, aux spécialistes des politiques foncières qu'aux citoyens cherchant à comprendre le monde. ■

Philippe Lavigne Delville est socio-anthropologue, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (UMR GRED, IRD/Université Paul Valéry). Il travaille sur les politiques foncières et les politiques et projets de développement, principalement en Afrique subsaharienne. Il a récemment publié « Les réformes de politiques publiques en Afrique de l'Ouest, entre *polity*, *politics* et extraversion. Eau potable et foncier en milieu rural (Bénin, Burkina Faso) », *Gouvernement et action publique* (2 (2), 2018, p. 53-73) ; « Land Rights », dans Hilary Callan (ed.), *The International Encyclopedia of Anthropology* (Wiley Online Library, 2018), et codirigé avec Marion Fresia *Au cœur des mondes de l'aide internationale. Regards et postures ethnographiques* (Paris/Marseille/Montpellier, Karthala/IRD/APAD, 2018).

philippe.lavignedelville@ird.fr